



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.4/Sub.2/2003/L.10  
15 août 2003

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la promotion et de  
la protection des droits de l'homme  
Cinquante-cinquième session  
Point 7 de l'ordre du jour

**PROJET D'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET ADOPTION DU RAPPORT**

**ADOPTION DU RAPPORT SUR LA CINQUANTE-CINQUIÈME SESSION**

**Projet de rapport de la Sous-Commission de la promotion  
et de la protection des droits de l'homme<sup>\*</sup>**

**Rapporteur: M. Stanislav Ogurtsov**

**TABLE DES MATIÈRES**

*Chapitre*

*Page*

**III. Organisation des travaux .....**

<sup>\*</sup> Le document E/CN.4/Sub.2/2003/L.10 et ses additifs contiennent les projets de chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Sous-Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision de la Commission des droits de l'homme et les autres questions intéressant la Commission figurent dans le document E/CN.4/Sub.2/2003/L.11 et ses additifs.

### **III. Organisation des travaux**

#### **A. Ouverture et durée de la session; nombre de séances**

1. La Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme a tenu sa cinquante-cinquième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 28 juillet au 15 août 2003. Au cours de la session, elle a tenu 26 séances (voir E/CN.4/Sub.2/2003/SR.1 à 24), dont trois séances privées (voir E/CN.4/Sub.2/2003/SR.2, SR.20 et SR.21).
2. La session a été ouverte par M. Paulo Sérgio Pinheiro, Président de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session, qui a fait une déclaration.
3. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme adjoint, M. Bertrand Ramcharan, a pris la parole devant la Sous-Commission à sa 1<sup>re</sup> séance, le 28 juillet 2003.

#### **B. Participants**

4. Ont participé à la session les membres de la Sous-Commission, des observateurs d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des observateurs d'États non membres et des représentants d'organisations intergouvernementales, d'organismes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'autres organisations et d'organisations non gouvernementales. On trouvera la liste des participants à l'annexe III du présent rapport.

#### **C. Résolutions et documentation**

5. La Sous-Commission a adopté 30 résolutions et pris 16 décisions. Le texte de ces résolutions et décisions est reproduit au chapitre II, sections A et B, respectivement. Les projets de décision appelant une décision de la Commission des droits de l'homme ou un examen de sa part figurent au chapitre I. Pour la liste des résolutions et décisions adoptées par la Sous-Commission, voir l'annexe VIII du présent rapport.
6. On trouvera à l'annexe IV des renseignements concernant les incidences administratives et les incidences sur le budget-programme des résolutions et décisions adoptées par la Sous-Commission à sa cinquante-cinquième session.

7. La liste des résolutions et décisions se rapportant à des questions portées à l'attention de la Commission des droits de l'homme figure à l'annexe V.
8. La liste des études achevées lors de la cinquante-cinquième session, des études en cours d'établissement, des documents de travail confiés à des membres et des études dont l'approbation est recommandée, établie en application de la résolution 1982/23 de la Commission des droits de l'homme, figure à l'annexe VI.
9. La liste des documents de la cinquante-cinquième session de la Sous-Commission figure à l'annexe VII, où sont également répertoriées les communications écrites soumises par des organisations non gouvernementales pour distribution à la session.

#### **D. Élection du Bureau**

10. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 28 juillet 2003, la Sous-Commission a élu par acclamation le Bureau suivant:

Président: M<sup>me</sup> Halima Warzazi

Vice-Présidents: M<sup>me</sup> Kalliopi Koufa  
M. Abdul Sattar

Rapporteur: M. Stanislav Ogurtsov

11. À la 4<sup>e</sup> séance, le 30 juillet 2003, la Sous-Commission a élu par acclamation M<sup>me</sup> Florizelle O'Connor Vice-Présidente.

#### **E. Adoption de l'ordre du jour**

12. À la même séance, la Sous-Commission a été saisie d'une note du Secrétaire général contenant l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session (E/CN.4/Sub.2/2003/1), établi conformément à l'article 5 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, sur la base du projet d'ordre du jour provisoire que la Sous-Commission avait examiné à sa cinquante-quatrième session conformément au paragraphe 3 de la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social.

13. À la 1<sup>re</sup> séance, le 28 juillet 2003, l'ordre du jour tel que modifié (voir annexe I) a été adopté sans vote.

#### **F. Organisation des travaux et conduite des débats**

14. À la 1<sup>re</sup> séance, la Présidente de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Najat Al-Hajjaji, s'est adressée à la Sous-Commission conformément à la résolution 2003/59 de la Commission.

15. La Sous-Commission a examiné le point 1 de son ordre du jour à ses 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> (privée) et 3<sup>e</sup> séances, les 28 et 29 juillet, à sa 6<sup>e</sup> séance, le 31 juillet, à sa 20<sup>e</sup> séance (privée), le 13 août, ainsi qu'aux parties privée et publique de sa 21<sup>e</sup> séance, le 13 août 2003.

16. Au cours du débat général sur le point 1 de l'ordre du jour, des membres de la Sous-Commission ont fait des déclarations. Pour la liste des orateurs, voir l'annexe II.

17. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 28 juillet 2003, et à sa 2<sup>e</sup> séance, le 29 juillet 2003, la Sous-Commission a examiné l'organisation de ses travaux et la conduite de ses débats.

18. Concernant les groupes de travail de session, la Sous-Commission a décidé sur recommandation du Bureau, sans procéder à un vote:

a) D'établir un groupe de travail de session sur l'administration de la justice au titre du point 3 de l'ordre du jour, qui serait composé des membres suivants: M<sup>me</sup> Hampson, M<sup>me</sup> Motoc, M<sup>me</sup> O'Connor, M<sup>me</sup> Rakotoarisoa et M. Sorabjee. Pour le texte de la décision, voir chapitre II, section B, décision 2003/101;

b) D'établir un groupe de travail de session chargé d'examiner les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales au titre du point 4 de l'ordre du jour, qui serait composé des membres suivants: M. Alfonso Martínez, M. Guissé, M. Malguinov, M. Park et M. Weissbrodt. Pour le texte de la décision, voir chapitre II, section B, décision 2003/102.

19. La Sous-Commission a fait siennes les recommandations du Bureau concernant la limitation de la fréquence et de la durée des interventions. Le temps de parole des membres de la Sous-Commission a été limité à une ou plusieurs interventions de 10 minutes par point.

Le temps de parole des observateurs d'organisations non gouvernementales a été limité à une intervention de 7 minutes par point de l'ordre du jour. En ce qui concerne les déclarations faites au nom de plusieurs organisations non gouvernementales, il a été proposé d'accorder un temps de parole de 7 minutes pour les interventions au nom d'une ou de deux organisations non gouvernementales; de 10 minutes pour les interventions au nom de trois à cinq organisations non gouvernementales; de 12 minutes pour les interventions au nom de 6 à 10 organisations non gouvernementales et de 15 minutes pour celles faites au nom de plus de 10 organisations non gouvernementales. Les institutions nationale de défense des droits de l'homme auraient la possibilité de prendre la parole sur la même base que les organisations non gouvernementales. Le temps de parole des États observateurs a été limité à une intervention de cinq minutes par point. Ce temps de parole s'appliquerait également aux observateurs des organisations intergouvernementales, des organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations.

20. Selon la procédure spéciale pour l'attribution du temps de parole et la clôture de la liste des orateurs pour le point de l'ordre du jour se rapportant aux violations des droits de l'homme, qui a été établie par la Sous-Commission dans sa décision 1994/117, le temps de parole maximum sur ce point de l'ordre du jour a été déterminé, pour tous les observateurs, en divisant de façon égale le temps qui leur est réservé par le nombre d'orateurs qui s'étaient inscrits avant la clôture de la liste. La liste devait être close à 18 heures la veille de l'ouverture du débat sur ce point de l'ordre du jour.

21. La Sous-Commission a également fait sienne la recommandation selon laquelle le temps de parole des rapporteurs spéciaux serait limité à 15 minutes, à répartir entre la présentation de leur rapport et la formulation de leurs conclusions.

22. Il a également été convenu que les interventions des membres de la Sous-Commission sur les questions de procédure devraient être aussi brèves que possible et ne pas dépasser une durée de deux minutes.

23. Il a été convenu qu'en ce qui concerne les interventions des États observateurs équivalant à un droit de réponse, ces interventions seraient limitées à deux réponses, la première de trois minutes et la seconde de deux minutes, à la fin du débat général sur tout point particulier.

Dans le cadre de tout point de l'ordre du jour, les États observateurs devraient s'abstenir de faire référence à la situation des droits de l'homme dans d'autres pays, sauf dans l'exercice de leur droit de réponse.

24. Il a également été convenu que la liste des orateurs serait ouverte au début de la session pour tous les participants, qui pourraient s'inscrire pour tous les points de l'ordre du jour. Si les orateurs inscrits sur la liste n'avaient pas tous pris la parole pendant une séance, à la séance suivante la parole serait donnée d'abord à ces orateurs restants dans le même ordre. Le Président annoncerait à l'avance la clôture de la liste des orateurs sur tout point (à l'exception du point 2) normalement au début de l'examen de chaque point.

25. Il a également été convenu que si, au cours d'une séance, il n'y avait plus d'intervenants sur un point de l'ordre du jour, la Sous-Commission aborderait l'examen du point suivant de son programme de travail, si cela était jugé nécessaire.

26. Il a par ailleurs été convenu que, compte tenu des impératifs rédactionnels et autres, les projets de résolution et de décision seraient soumis au moins trois jours ouvrables avant la date à laquelle il était prévu de les examiner. La date limite pour la présentation des projets de résolution serait fixée par le Président, en consultation avec le Bureau, et annoncée suffisamment à l'avance.

27. Également à sa 2<sup>e</sup> séance (privée), la Sous-Commission a approuvé le calendrier de l'examen des points de l'ordre du jour proposé par le Bureau.

28. À sa 6<sup>e</sup> séance, le 31 juillet 2003, la Sous-Commission a examiné les questions soulevées par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme adjoint dans son allocution d'ouverture devant la Sous-Commission. Des déclarations à ce sujet ont été faites par M. Alfonso Martínez, M. Bengoa, M. Chen Shiqiu, M. Decaux, M. Eide, M<sup>me</sup> Hampson, M<sup>me</sup> Mbonu, M<sup>me</sup> Motoc, M<sup>me</sup> O'Connor, M. Park, M. Pinheiro, M. Sattar, M. Yokota et M<sup>me</sup> Zerrougui.

29. À la même séance, M. William Bunch, Chef du Service de la planification centrale et de la coordination de l'Office des Nations Unies à Genève, a fait un exposé sur la documentation. Des déclarations à ce sujet ont été faites par M. Alfonso Martínez, M. Decaux, M. Eide et M<sup>me</sup> Hampson.

30. À la 23<sup>e</sup> séance, le 14 août 2003, les membres de la Sous-Commission ont procédé à un échange de vues avec des représentants d'organisations non gouvernementales.

#### **G. Questions diverses**

31. À la 1<sup>re</sup> séance, le 28 juillet 2003, conformément à la décision 1994/103 de la Sous-Commission et sur proposition du Président, la Sous-Commission a observé une minute de silence en hommage aux victimes de toutes les formes de violations des droits de l'homme dans toutes les régions du monde.

#### **Document de travail sur les méthodes de travail de la Sous-Commission**

32. À la même séance, la Sous-Commission a décidé de reporter l'examen du projet de résolution E/CN.4/Sub.2/2003/L.33, intitulé «Document de travail sur les méthodes de travail de la Sous-Commission». Pour le texte de la décision voir chapitre II, section B, décision 2003/103.

#### **Composition des groupes de travail de la Sous-Commission en 2004**

33. À la 22<sup>e</sup> séance, le 13 août 2003, la Sous-Commission a examiné un projet de décision sur la composition des groupes de travail intersessions et de présession de la Sous-Commission, présenté par le Président au nom du Bureau de la Sous-Commission

34. Le projet de décision a été adopté sans vote. Pour le texte de la décision, voir chapitre II, section B, décision 2003/112.

-----